Pratique et théorie kanak de la souveraineté... 30 janvier 1936, Jean-Marie Tjibaou, 4 mai 1989... de Hamid Mokaddem

Isabelle Leblic

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/6159>

DOI : 10.4000/jso.6159

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 241-244

ISBN : 978-2-85430-027-7

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Isabelle Leblic, « *Pratique et théorie kanak de la souveraineté... 30 janvier 1936, Jean-Marie Tjibaou, 4 mai 1989... de Hamid Mokaddem* », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 130-131 | 2010, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jso/6159> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.6159>

COMPTES RENDUS

MOKADDEM Hamid, nd¹. *Pratique et théorie kanak de la souveraineté... 30 janvier 1936, Jean-Marie Tjibaou, 4 mai 1989...*, Nouvelle-Calédonie, Province Nord, 144 p., 2 documents en annexes et 22 ill. noir et blanc et couleur.

Ce petit livre, publié par la province Nord de Nouvelle-Calédonie, veut rendre hommage à l'homme que fut Jean-Marie Tjibaou, comme à sa pensée et à son action politique, inventeur selon Hamid Mokaddem d'une nouvelle voie : « la voie kanak de la décolonisation » qu'il résume à une « pratique et théorie kanak de la souveraineté ». Nous voilà ainsi face à un énième livre – et le second de l'auteur (Mokaddem, 2005) – sur Jean-Marie Tjibaou trop tôt disparu, « le plus politique des hommes politiques d'Océanie », nous dit-il (p. 13). Si ce dernier ouvrage a le mérite de la simplicité et de la clarté, peut-être est-il parfois trop simple² ! Quoi qu'il en soit, très peu de livres de ce style, c'est-à-dire grand public, existent et il vient là combler un manque certain dont nous ne pouvons que nous féliciter, malgré les critiques que nous allons formuler par la suite.

Construit en deux chapitres (« Vie et mort de Tjibaou », pp. 21-46, qui retrace la trajectoire de cet homme devenu homme politique; « La gouvernance de Tjibaou », pp. 47-84, qui insiste sur le *dire* et le *faire* comme manière de gouverner, soit tout bonnement, pourrait-on dire, sur la façon kanak de faire de la politique !), précédés d'une « Ouverture » (pp. 11-20) et suivis par une conclusion (pp. 85-105), par « Onze concepts clés » (pp. 107-115) et des documents (deux textes de Jean-Marie Tjibaou et 16 photographies, pp. 117-144), cet hommage débute sur les paroles d'Aimé Césaire écrites en 1990, après le décès de Tjibaou.

Je ne reviendrai ici que sur quelques-unes des idées développées par Hamid Mokaddem, qu'il présente comme originales, même si elles ne le sont pas toujours ! Et, sans vouloir dénier à cet ouvrage son intérêt et le recommander à toute personne qui s'intéresse à l'histoire et au destin de ce pays, je mentionnerai

essentiellement ce qui constitue à mon avis ses faiblesses.

Point de bibliographie³ dans cet ouvrage et cela est fort dommage, surtout pour un fascicule qui se veut pédagogique et dont le but annoncé par l'auteur en avertissement est d'« expliquer et [de] faire comprendre la complexité dialectique » de l'oscillation du mouvement nationaliste kanak « entre souveraineté politique et indépendance économique » (p. 8). C'était donc là l'occasion d'établir une bibliographie raisonnée qui aurait permis au lecteur novice – notamment kanak – de compléter sa culture sur l'histoire récente de son pays. Les jeunes générations calédoniennes, kanak entre autres, surtout celles nées après 1988, ne connaissent somme toute pas grand chose de l'histoire des « Événements » que l'auteur appelle ici, à juste titre ou non, « révolution » :

« On doit effectivement employer le concept de révolution. En effet, ces séquences successives ont *révolutionné* de fond en comble la structure et l'ordre politiques. » (p. 66)

Je me suis toujours étonnée de la méconnaissance de l'histoire récente du pays de la part de nombre de jeunes étudiants kanak pourtant politisés et se situant dans la mouvance du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste), avec lesquels j'ai eu l'occasion de discuter durant leurs études métropolitaines en sciences humaines et sociales : ils n'ont souvent pas lu l'importante bibliographie qui a été produite au moment ou juste après ces fameux événements, terme qui était et est toujours utilisé par les militants kanak eux-mêmes. Ainsi, par exemple, l'un d'entre eux faisait remonter la naissance des EPK (écoles populaires kanak) aux Foulards rouges, mouvement créé entre autres par Nidoïsh Naisseline en 1969, alors que c'est une décision du congrès de Nakéty de février 1985, en plein cœur des événements de 1984-1985, qui impulsa ces écoles parallèles. Au pays, certains jeunes qui sont restés « garçons (ou filles) de tribu », comme on entend dire souvent, c'est-à-dire qui n'ont pas eu la chance de poursuivre leurs études par manque de moyens financiers et non parce qu'ils n'auraient pas eu

1. Aucune date de publication... ! Il faut se référer à la dernière page de la conclusion pour lire « Nouméa, Haut Magenta, mars 2009 » (p. 105) et dater ainsi cet ouvrage, pour ce qui est de l'écriture. Aucune information générale sur l'édition proprement dite (ni date, ni numéro d'ISBN) n'est en fait présente.

2. Notamment à propos des accusations de trahison faites à Jean-Marie Tjibaou que l'auteur cite.

3. J'ai comptabilisé au fil des pages quarante-huit références bibliographiques ou de discours faits par Jean-Marie Tjibaou ou autres responsables kanak, certaines malheureusement sans références complètes. Si la plupart sont bien connues des spécialistes de la Nouvelle-Calédonie, certaines sont inédites et du plus grand intérêt. Dommage qu'elles ne soient pas récapitulées en fin d'ouvrage dans la classique rubrique « bibliographie » complétées de bien d'autres qui auraient eu toute leur place ici.

la capacité de le faire, qui sont donc sans emploi car sans qualification et ont grandi auprès de militants acteurs de ce moment de lutte, en connaissent souvent bien plus, grâce à la tradition orale!

À propos de la distinction qu'il fait entre « événements » et « révolution », Hamid Mokaddem poursuit :

« [...] La prose du monde (journalistes, historiens, conversations quotidiennes, littérateurs, cinéastes) banalise ces séquences politiques. Elle parle des "événements", insérant tous les faits dans une quelconque série chronologique linéaire. Sous couvert d'objectivité, ces procédés *neutralisent* l'irruption et la singularité de l'événement. La plupart des historiens *occultent* et *neutralisent* les séquences révolutionnaires par une accumulation massive de faits. Que font ces historiens ? Ils produisent des contresens pour induire en erreur les lecteurs parce que l'histoire officielle estime dangereux le discours politique kanak. » (p. 66)

Cet extrait appelle plusieurs remarques. L'auteur fait ici aux historiens et autres journalistes un procès qui paraît démesuré et hors de propos quand on sait que nombreux sont ceux qui ont écrit justement depuis novembre 1984 pour faire connaître les revendications kanak, les expliquer au plus grand nombre et faire en sorte d'en accroître la popularité dans l'opinion publique métropolitaine. Le soutien au mouvement kanak, même s'il est resté minoritaire, a su se faire entendre en son temps et Jean-Marie Tjibaou était de ceux qui l'ont toujours cultivé et utilisé pour populariser et expliquer leurs revendications et leurs actions sur le terrain (voir par exemple l'extrait de l'« Appel aux Français » de Jean-Marie Tjibaou publié dans *Témoignage chrétien* que l'auteur reproduit p. 29). Sans compter que l'accumulation des faits est indispensable à la connaissance, à la compréhension des processus et à l'histoire. Il faut en effet connaître l'histoire de son pays pour se l'approprier et l'utiliser à bon escient. C'est d'ailleurs ainsi que procèdent la plupart des groupes dits révolutionnaires, en formant leurs militants. Les groupes de pression kanak n'ont d'ailleurs pas été en reste en la matière, avant et pendant les événements, mais il n'est pas sûr que cela continue aujourd'hui.

Certaines affirmations de l'auteur laissent parfois perplexe, surtout en l'absence de sources. Ainsi, on aurait aimé en savoir plus quand il écrit, à propos du partage de la souveraineté entre le peuple kanak et les autres communautés, que :

« Ce point politique, difficile, compliqué, encore actuel, divisait le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS, créé le 24 septembre 1984) lors des accords de Matignon-Oudinot » (p. 17)

D'où vient une telle interprétation quand on sait qu'en juillet 1983 déjà, à Nainville-les-Roches, la table ronde qui avait réuni, dans un but de réconciliation des communautés calédoniennes, des membres du RPCR

(Rassemblement pour la Calédonie dans la République, émanation locale de la droite métropolitaine RPR et UDF), du FI (Front indépendantiste, précurseur du FLNKS) et de la FNSC (Fédération pour une nouvelle société calédonienne⁴) s'était achevée sur « la déclaration finale du 12 juillet »⁵ qui :

« reconnaît pour la première fois, d'une part, l'abolition du fait colonial et, d'autre part, "la légitimité du peuple kanak, premier occupant du territoire" qui, "en tant que tel", a "un droit inné et actif à l'indépendance dont l'exercice doit se faire dans le cadre de l'autodétermination prévue et définie par la Constitution de la République française, autodétermination ouverte également pour des raisons historiques aux autres ethnies dont la légitimité est reconnue par les représentants du peuple kanak". » (Leblic, 1993 : 58-59)

Dès lors, il a été d'usage, notamment dans le FI et plus tard dans le FLNKS, de parler des « victimes de l'histoire » entendues comme les personnes nées sur le territoire dont l'un des parents au moins y est né également (*idem* : 58).

Revenons sur quelques aspects simplificateurs du livre. L'ouvrage insiste beaucoup sur les trois accusations de trahison dont Jean-Marie Tjibaou aurait fait l'objet. La première serait lorsque, « *malgré ou grâce à la mort d'Éloi Machoro* » (p. 27), il accepte l'accord proposé par Edgard Pisani en janvier 1985, préfigurant ce que deviendront les régions Fabius-Pisani. L'auteur reprend ainsi bien facilement l'opposition souvent faite de façon erronée entre Jean-Marie le pacifique et Éloi le guerrier, « le plus révolutionnaire des militants politiques kanak (p. 17) ! » Les deux [trahisons] suivantes interviennent lors de l'assaut de la grotte d'Ouvéa (5 mai 1988) et de la signature de l'accord de Matignon (26 juin 1988). » (p. 27). Déjà, p. 18, quand l'auteur affirmait que « les divergences de points de vue sur l'accord de Matignon, puis d'Oudinot, valurent à Jean-Marie Tjibaou de terribles accusations de trahison, et eurent comme conséquence son assassinat, le 4 mai 1989, à Ouvéa »⁶ en se référant sur ce point uniquement à l'article du journal *Le Monde* de Léopold Jorédié du 1^{er} juillet 1988, célèbre pour avoir commenté la célèbre poignée de main sur le perron de Matignon entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur par un « avoir réussi à convaincre l'esclave d'accepter de serrer la main de son maître ». Ce n'est pas si simple et nul ne sait si c'est vraiment cela qui a conduit au geste désespéré de Djubelli Wea le 4 mai 1989 à Wadrilla lors de la cérémonie de levée de deuil des dix-neuf Kanak tués le 5 mai 1988 lors de l'assaut de la grotte. L'auteur aurait pu parler aussi du sang versé à l'époque pour lequel aucun geste coutumier n'aurait été fait jusqu'à cette cérémonie fatidique de levée de deuil ! Il en connaît le rôle et il en parle ailleurs pour 1917 et l'assassinat de la grand-mère paternelle de Tjibaou par les militaires lors de la répression :

4. Fédération d'obédience centriste qui avait permis à Jean-Marie Tjibaou de devenir vice-président du conseil de gouvernement en 1982.

5. Mokaddem nous en parle rapidement pp. 67-68, mais malheureusement sans nous donner de date.

6. Il y revient encore p. 45 : « Perçue comme un acte de trahison, la signature des Accords conduisit à l'assassinat politique de Tjibaou et Yeïwéné Yeïwéné [sic !], le 4 mai 1989 ».

« On conclura de cet épisode précis que la trajectoire se nourrit du “sang” des ancêtres, engrais et force des vivants. » (p. 29)

Or, pp. 81*sq.*, il revient en une demi-page seulement sur l'année entre l'assaut de la grotte (5 mai 1988) et la levée de deuil (4 mai 1989) se terminant tragiquement par l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné avec en retour la mort de Djubelli Wéa, empêchant pour toujours de comprendre les véritables raisons de son acte, sans parler du rôle fondamental de la mission du dialogue de juin 1988 ayant permis la signature de l'accord de Matignon précisé ensuite à Oudinot. Mais il note (certes bien tardivement) l'importance du concept kanak de « *sang* » dans le drame d'Ouvéa 1989, qui occupera, rappelle-t-il, les derniers mots de Tjibaou à Wadrilla :

« *“Et nous accourons parce que ce sang des morts est vivant, il nous interpelle, c'est notre sang, c'est le sang qui revendique la liberté pour notre peuple”*. Ce sang appellera celui de Djubelli Wéa, de Yeiwéné Yeiwéné, et de Jean-Marie Tjibaou. » (p. 83)

On peut se demander alors si la trahison d'Ouvéa, si tant est qu'elle existe, ne serait pas plutôt de n'avoir pas pu empêcher l'attaque de la grotte (mais était-ce possible ?) ou de ne pas être venu plus tôt au nom de tous pour s'excuser du sang versé et le racheter !

De même, nous aurions aimé lire que le texte du Père Apollinaire Anova Ataba fut publié en partie au moins deux fois avant l'édition faite par Hamid Mokaddem lui-même en 2005 : dans le *Journal de la Société des Océanistes* en 1969 puis, par le mouvement indépendantiste kanak en 1984⁷.

Autre simplification réductrice ou imprécision nuisant à la compréhension :

« En avril 1988, Jean-Marie Tjibaou, à bout de souffle, écrit une lettre désespérée au président de la République française, quelques jours avant les actions des militants du FLNKS prenant les gendarmes en otage. » (p. 53)

L'auteur oublie en effet de préciser que cette lettre était en fait adressée au candidat à sa réélection qu'était François Mitterrand en avril 1988 en référence aux promesses non tenues du candidat Mitterrand en 1981 ! Il ne dit pas non plus que les événements d'Ouvéa prenaient place dans une série d'actions prévues au moment des élections présidentielles sur le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie proposé par le docteur Pons (un vote qui eut lieu pour les Calédoniens en même temps que le premier tour des présidentielles de 1988). Dans le même ordre d'idées :

« La France gouvernée par Chirac-Pasqua-Giraud-Pons décide de faire la guerre à la population civile kanak “indépendantiste”. Au nom de la France, le gouvernement de cohabitation Mitterrand/Chirac mobilise l'élite des forces armées pour exterminer, dans la grotte d'Ohnyât (Ognat, Ouvéa), une poignée de jeunes militants inexpérimentés au métier de la guerre et prêts à négocier. » (p. 75)

7. « Son mémoire [...] fut rédigé à la faculté catholique de Paris en 1965 et l'on sait que Tjibaou eut connaissance de ce document. Ce n'est cependant qu'en 1984 que le mouvement indépendantiste réussit à faire sortir ce texte de l'oubli en le publiant sur ses propres presses avec un titre de circonstance : *D'Atai à l'indépendance* (EDIPOP, Nouméa, 1984, 188 p.) » (Wittersheim, 2006 : 108).

Hamid Mokaddem fait comme s'il ne s'était rien passé entre l'attaque du gouvernement Chirac mettant fin aux régions Fabius-Pisani et l'attaque de la grotte à Ouvéa, ou seulement quelques détails, dont une prise d'otages à la gendarmerie d'Ouvéa ayant fait deux morts et la fuite des militants kanak vers la grotte avec les otages (voir aussi p. 45 et 53). Il faut arriver pp. 76-77 pour lire :

« Ce non-respect de l'État vis-à-vis du FLNKS oblige celui-ci à mener des actions plus spectaculaires au moment de l'élection présidentielle de 1988. Chaque région doit occuper les gendarmeries. L'objectif est d'empêcher les élections du statut Pons. »

Ce qui sera complété et précisé plus loin (pp. 78-79), lorsque l'auteur revient sur le déroulement des actions d'Ouvéa « qui devaient être coordonnées avec celles des deux autres îles Loyauté, Maré et Lifou » et qui amène à ce que, « entre les deux tours de l'élection présidentielle, la Nouvelle-Calédonie soit [est] prise en otage » (p. 78).

Ici encore point de chronologie. Même si l'on a déjà relevé que, selon l'auteur, toute « série chronologique linéaire » vise à neutraliser et à occulter « les séquences révolutionnaires par une accumulation massive de faits » (p. 66), la concision ne doit pas effacer les faits ni nuire à l'analyse et à une bonne compréhension.

« Les catégories de “culture” et de “patrimoine”, aux yeux de Tjibaou, n'avaient rien à voir avec le sens conféré par les conservateurs des musées ou des bibliothèques. » (p. 40)

La vision de l'auteur peut nous paraître ici très ethnocentrée. Ne peut-on pas simplement dire que Jean-Marie Tjibaou ne fait d'une certaine façon que « kanakiser » les notions, c'est-à-dire adopter un point de vue endogène sur des notions trop souvent présentées uniquement d'un point de vue exogène et euro-péo-centré ? Et que ce point de vue est partagé par tous les Kanak pourrait-on dire ! Bref, il agit et pense là en Kanak et l'explique à ceux qui ne le sont pas.

On peut aussi regretter que l'auteur revienne sans cesse sur les mêmes faits historiques, souvent de façon partielle, si bien que ce n'est qu'à la fin de l'ouvrage que l'on peut mettre bout à bout tous les éléments de l'histoire. Ainsi en est-il pour les événements d'Ouvéa de 1988 et 1989 qu'il évoque plusieurs fois (p. 18 – voir ci-dessus ; p. 20 « les nuisances et rumeurs responsables de la mort de Jean-Marie Tjibaou » ; p. 24 « la tribu de Djubelli Wéa – tribu située non loin de la grotte d'Ognat, grotte où se déroulèrent les événements qui se sont soldés le 5 mai 1988 par les morts de dix-neuf militants nationalistes et de deux militaires » ; p. 27 ; p. 45, cf. ici note 6 ; p. 53 : prise en otage des gendarmes et gendarmes tués), sans jamais donner l'entièreté des faits, ne prenant à chaque fois que ce qui l'intéresse pour sa démonstration et laissant le reste de côté. Le lecteur non spécialiste aura bien du mal à s'y retrouver. Et, en la matière, l'absence d'index – et de

bibliographie – est des plus regrettables ! Et comme on fait fi de toute chronologie, on passe allègrement, et sans voir de lien logique, de l'assassinat de Jean-Marie et de Yeïwéné à « Tjibaou président du FI, puis du gouvernement provisoire de la république de Kanaky, et du FLNKS [...] » (p. 45).

Enfin, Hamid Mokaddem semble penser que Tjibaou est ce qu'il est parce qu'il avait reçu une formation anthropologique !

« Tjibaou ethnologue cite toujours comme référence les échanges entre deux groupes : les maternels et les paternels. » (p. 94)

Or, je n'ai encore jamais rencontré de Kanak qui ne se situe pas ainsi car cette dualité fait partie de l'identité même des Kanak. Et il s'agit plutôt là du Tjibaou pédagogue kanak qui s'adresse aux non-Kanak pour essayer de leur faire comprendre ce qu'est la société kanak. De même, quand il dit que :

« Tjibaou pratique une anthropologie en acte parce qu'il met en mouvement les systèmes relationnels kanak » (p. 90)

je ne pense pas qu'un Kanak doive être ethnologue pour agir ainsi ! Est-ce sa formation philosophique ou une certaine connaissance de la société kanak qui fait que l'auteur n'arrive pas à voir ce qui en fait intrinsèquement partie ?

Pour conclure, on dira que cet ouvrage constitue une approche rapide du mouvement indépendantiste et nationaliste et du Kanak et homme politique que fut Jean-Marie Tjibaou. À ce titre, il comporte beaucoup de raccourcis et ne satisfera pas ceux qui sont au fait de cette histoire. Mais il constitue une bonne introduction pour les novices, en espérant qu'il les incitera à d'autres lectures pour aller plus avant dans la découverte de l'histoire du mouvement indépendantiste.

RÉFÉRENCES CITÉES

- ATABA Apollinaire, 1965. Histoire et psychologie du Mélanésien, Mémoire de la Faculté catholique de Paris.
- , 1969. I. L'insurrection des Néo-Calédoniens en 1878 et la personnalité du grand chef Atai ; II. Pour une économie humaine, *Journal de la Société des Océanistes* 25, pp. 201-219 & pp. 220-237, dans le dossier (pp. 189-237) sur « Le Père Apollinaire, prêtre calédonien » présenté par Patrick O'Reilly, comportant deux extraits de son mémoire de 1965.
- , 1984. *D'Atai à l'indépendance*, Nouméa, EDIPO (1^{ère} publication de son mémoire de 1965, édition réalisée par Marc Coulon, Ismet Kurtovitch et François Burck).
8. Sauf indications précises comme ici, toutes les citations sont de Jacques Lafleur.
9. Dommage que cet ouvrage ne respecte pas l'écriture désormais classique du terme kanak (invariable en genre et en nombre), avec une majuscule quand il s'agit du nom (cf. accord de Nouméa) !
10. « En ce sens, Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou sont les pères fondateurs de la Calédonie moderne. Il faut l'assumer et le revendiquer. [...] Il est important pour la Nouvelle-Calédonie que Jacques Lafleur soit à sa place ; à l'image de Jean-Marie Tjibaou » (Kotra, pp. 128-129). Et que ce soit justement un Kanak indépendantiste qui y contribue n'est pas sans ironie.
- GUIART René, 2001, Nouméa, Le Rocher-à-la-Voile, coll. « Documents pour servir à l'intelligence du temps présent » 5, 368 p. (voir le compte rendu par I. Leblic in JSO 116 (2003-1), pp. 118-119).
- MOKADDEM Hamid, 2005. *Ce souffle venu des ancêtres... : l'œuvre politique de Jean-Marie Tjibaou (1936-1989)*, Nouméa, Expressions-Province Nord.
- MOKADDEM Hamid et Bernard Gasser (eds), 2005. *Calédoniens d'hier, Calédoniens d'aujourd'hui, Calédoniens de demain* (édition de Ataba 1965), Moin-dou, Expressions.
- WITTERSHEIM Éric, 2006, *Des sociétés dans l'État : anthropologie et situations postcoloniales en Mélanésie*, Montreuil, Éditions Aux lieux d'être, 198 p.
- Isabelle LEBLIC,
CNRS-LACITO, Villejuif
- KOTRA Walles, 2009. *Conversations calédoniennes. Rencontre avec Jacques Lafleur*, Pirae, Au vent des îles, 126 p.

Ce petit ouvrage, qui s'inscrit profondément dans l'histoire du pays, est la rencontre, vingt après les accords de Matignon, de deux Calédoniens, l'un Kanak et indépendantiste, journaliste en poste à Paris depuis de nombreuses années, l'autre, Caldoche et politicien, farouche anti-indépendantiste durant les « événements » (« La colonisation nous sépare et nous oppose. Comment la décolonisation peut-elle nous projeter dans un destin commun ? La question est essentielle » (Walles Kotra⁸, p. 6) –, et partenaire de Jean-Marie Tjibaou pour la signature des accords de Matignon avec la célèbre poignée de main du 27 juin 1988. Comme le dit Walles Kotra en post-scriptum :

« J'ai l'impression de reprendre à l'envers un sentier coutumier. Dans la tradition kanake⁹, ce sentier est un cheminement rituel qui vous prépare, vous imbibe et vous conduit à la cérémonie coutumière. Avec ses conversations, nous rebroussons chemin et revenons sur les pas de Jacques Lafleur. Nous ré-interrogeons sa mémoire, revisitons ses lieux de passage. Nous essayons de remettre en perspective hommes et événements pour réentendre les paroles et les mots et essayer de comprendre le geste. Ce geste symbolique, cette coutume, c'est cette poignée de main avec Jean-Marie Tjibaou¹⁰ un soir de juin 1988 à l'hôtel Matignon à Paris. » (p. 121)

Walles Kotra nous raconte, en introduction, les conditions de cette rencontre en juin 2008 qui débouchera sur ce livre rapportant ses conversations, échanges de paroles et de silences entre deux hommes différents à bien des égards. Jacques Lafleur, ancien chef de fil du RPCR et de la droite locale, vient de subir un échec